

# Briser le silence : contrainte et violence sexuelle dans l'enseignement post-conflit

Sophie Bray-Watkins

**Les expériences en République centrafricaine montrent clairement que les efforts mondiaux pour augmenter le nombre d'enfants scolarisés, en particulier dans les zones touchées par des conflits et pour les enfants déplacés, doivent prêter plus d'attention aux questions de sécurité et de responsabilité.**

Dans de nombreux pays touchés par la guerre, le système éducatif était déjà en mauvais état avant que les conflits n'éclatent : il se caractérisait par un manque de fournitures et de ressources, des salles surchargées et un enseignement de faible qualité. Les conflits auront exacerbé ces conditions et perturbé, voir même interrompu, le peu de services éducatifs en place. Il est possible que les bâtiments scolaires aient été pillés, endommagés ou occupés, et que les enseignants qualifiés aient dû fuir ou aient été blessés ou tués, le tout dans un contexte d'intensification de la violence et de systèmes publics non fonctionnels. Il est particulièrement difficile de rétablir des services éducatifs dans ces endroits.

En outre, veiller à la sécurité des enfants dans ces contextes éducatifs demeure une tâche ardue. Les enfants se heurtent à de nombreux risques, notamment des trajets dangereux sur le chemin de l'école, l'augmentation des risques de violence physique, sexuelle et basée sur le genre perpétrés par des groupes armés ou des membres de la communauté, et la violence des autres élèves au sein de l'école. Il convient également de considérer ces questions dans un contexte plus général dans lequel les châtiments corporels sont couramment acceptés et les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des filles sont souvent normalisées.

## Une question passée sous silence

Il existe également une autre forme de violence et d'abus à l'encontre des enfants scolarisés mais dont on n'entend presque jamais parler : les actes de contrainte et d'abus sexuels perpétrés par le personnel enseignant. Les expressions telles que

« le sexe en échange de notes » ou, selon les mots des enfants-mêmes dans de nombreux endroits, « les notes sexuellement transmissibles », se rapportent aux professionnels de l'enseignement qui demandent aux enfants de réaliser des actes sexuels en échange de tâches d'enseignement habituelles, par exemple noter un devoir ou donner aux élèves la note dont ils ont besoin pour progresser. Parfois, c'est de l'argent qui est demandé aux élèves en échange de ces tâches d'enseignement fondamentales ; s'ils ne sont pas en mesure de payer, d'autres formes de paiement doivent alors remplacer les contributions financières, par exemple les faveurs sexuelles.

Depuis 2016, War Child UK apporte un appui aux enfants de Bangui, en République centrafricaine (RCA), en vue de faire campagne contre ce type de sévices à l'école. Dans le cadre d'un projet de plaidoyer par des jeunes intitulé « VoiceMore », des enfants ont mené leurs propres recherches<sup>1</sup> auprès d'élèves issus de dix différentes écoles publiques et constaté qu'ils étaient nombreux à signaler que ce type d'incident était courant. Parmi les conséquences, les élèves se sentaient intimidés, subissaient des dommages corporels ou abandonnaient l'école<sup>2</sup>. Ces conclusions se font l'écho d'autres rapports sur les sévices sexuels et la corruption dans les systèmes éducatifs africains<sup>3</sup>. En 2015, le programme U-Report de l'Unicef a posé aux enfants du Libéria une question ouverte pour connaître quelle était leur plus grande préoccupation ; 86 % d'enfants ont alors cité les faveurs sexuelles en échange de notes<sup>4</sup>. Et en 2017, l'Université de Maastricht a publié un rapport sur l'éducation en RCA, qui démontrait que le recours

à la violence, à la contrainte et à la corruption par le personnel enseignant était un phénomène largement répandu et persistant dans les écoles<sup>5</sup>.

Bien que des cas soient signalés à certains endroits, les discussions sur les autres formes de violence à l'école et autour de l'école ont ignoré cette forme couverte d'abus. Dans les endroits où les systèmes de protection communautaire et publique sont insuffisants (comme c'est le cas dans la RCA après conflit), les auteurs de ces violences peuvent agir en quasi totale impunité. Des initiatives telles que la Déclaration sur la sécurité dans les écoles<sup>6</sup> ont contribué à établir des normes et des directives pour protéger l'éducation dans les zones touchées par les conflits, par exemple en interdisant les attaques visant les écoles, mais elles ne couvrent pas ces questions de protection particulières, qui peuvent devenir courantes dans les écoles en conséquence des conflits. De nombreux facteurs contribuent à cette situation et l'exacerbent, dont les suivants :

- Le manque d'argent et de ressources pour investir dans les écoles et la formation des enseignants, et pour améliorer la qualité et la sûreté de l'éducation
- Le manque de systèmes d'application des codes de conduite et de signalement des écarts de conduite
- L'absence de système judiciaire fonctionnel pour poursuivre les auteurs des violences
- Les capacités limitées des départements publics, par exemple les ministères de l'éducation, pour superviser et administrer les écoles
- Les systèmes de gouvernance scolaire défaillants et le manque d'engagement des parents dans les écoles pour s'attaquer au problème, combattre la corruption et demander des comptes aux enseignants
- Le non-versement, ou le versement retardé, des salaires des enseignants
- La prévalence d'« enseignants-parents » non qualifiés au lieu d'enseignants professionnels
- L'acceptation et la normalisation d'une culture de la violence et de la corruption
- Le manque de pouvoir et de statut des enfants vis-à-vis des adultes, en particulier des adultes représentant l'autorité, tels que le personnel enseignant.

### Impact et conséquences

Ces problèmes ont un impact considérable sur les enfants, sur leur éducation, leur famille, leur communauté et leur pays. En règle générale, après avoir été sollicités pour des paiements ou des

faveurs sexuelles, la réaction des enfants est de fréquenter moins l'école ou de l'abandonner en guise de mesure de protection, malgré leur vive motivation à poursuivre leur éducation. Pour les élèves qui sont contraints ou forcés, en particulier les filles, les conséquences de ces sévices sexuels et émotionnels sur leur bien-être psychologique sont considérables et peuvent même se traduire par une grossesse, des MST et, si ces informations finissent par se répandre parmi les autres élèves et la communauté, une forte de stigmatisation sociale.

La corruption dans les écoles contribue également à accroître les pressions exercées sur les ménages en alourdissant le fardeau financier qui pèse sur les familles et sur les aidants, mais aussi sur les enfants eux-mêmes, qui doivent souvent exercer un travail supplémentaire dangereux dans l'économie informelle afin de pouvoir financer leur scolarisation. Sur le long terme, les abus et la corruption au sein du système scolaire réduit le taux de rétention des élèves, nuit à la réussite scolaire de générations d'enfants et réduit les possibilités de développement économique du pays.

*« Nous devons rompre le silence qui entoure ces problèmes et agir aujourd'hui dans l'espoir d'un changement positif demain. ... Si nous agissons ensemble aujourd'hui, notre pays s'en sortira mieux demain. »*  
Stéphanie, 16 ans, participante à VoiceMore

### Rompre le silence : recommandations

**La sécurité d'abord :** Ces dernières années, en grande partie sous l'influence des Objectifs de développement durable et d'autres initiatives internationales telles que la Campagne mondiale pour l'éducation<sup>7</sup> et Éducation Sans Délai<sup>8</sup>, de nombreux pays se sont engagés à augmenter considérablement la fréquentation scolaire. Dans le cadre des efforts visant à accroître le nombre d'élèves, il ne faut pas oublier la sécurité et la responsabilité, et il faut aussi veiller davantage à faire des écoles des lieux sûrs où les enfants peuvent apprendre.

**Une responsabilisation accrue :** Le personnel enseignant qui commet des abus doit être tenu responsable. Comme les écoles manquent de systèmes adéquats pour assurer le suivi des enseignants et les sanctionner, ces derniers peuvent agir en toute impunité dans de nombreux endroits. Les gouvernements doivent s'intéresser davantage à cette question et veiller à communiquer un message de zéro tolérance aux écoles et aux directeurs d'établissement, tandis que les auteurs de sévices sexuels doivent être signalés aux autorités compétentes.

mars 2019

[www.fmreview.org/fr/education-deplacement](http://www.fmreview.org/fr/education-deplacement)

**Moyens de signalement :** La corruption et les sévices se déroulent généralement sous couvert dans les écoles. Les enfants peinent à signaler ces actes et manque de moyens pour le faire, et c'est pourquoi les demandes d'argent et de faveurs sexuelles finissent souvent par pousser les enfants à abandonner l'école. Chaque école devrait mettre en place un système adapté aux enfants, qui permette à ces derniers de signaler toutes demandes de faveurs sexuelles ou de paiement.

**Sensibilisation :** La plupart des enfants ne connaissent pas leurs droits et ne savent pas que ces pratiques sont illégales. Bien qu'il existe un code de conduite dans certaines écoles, ces dernières n'expliquent pas aux élèves et aux communautés quel comportement est attendu. Toutes les écoles devraient définir des protocoles précis décrivant comment le personnel et les élèves doivent se comporter. Elles devraient également s'assurer que les enfants et les adultes sont informés de la Convention relative aux droits de l'enfant et sur les assurances qu'elle apporte en matière d'éducation et de protection contre les abus.

« *Un enfant victime d'abus à l'école, c'est déjà un de trop. Nous devons promouvoir une culture basée sur l'honnêteté.* » Jean, 17 ans, participant VoiceMore

**Sophie Bray-Watkins** [sophieb@warchild.org.uk](mailto:sophieb@warchild.org.uk)  
Conseillère en matière de plaidoyer et d'engagement jeunesse, War Child UK  
[www.warchild.org.uk](http://www.warchild.org.uk)

1. Nous avons aidé ces jeunes à planifier et préparer la recherche, y compris comment s'y prendre pour approcher les autres enfants, comment réagir s'ils se sentaient mal à l'aise et comment garantir la confidentialité. Les enfants ont créé un système de codage pour enregistrer les informations, sans noter aucun nom, et nous avons également approuvé une série d'étapes à suivre si l'un des enfants interrogés dénonçait des faits ou affirmait avoir été personnellement visé.

2. War Child (2016) *Combating Corruption and Abuse in Schools*  
[bit.ly/WarChildUK-VoiceMore](http://bit.ly/WarChildUK-VoiceMore)

3. UNICEF/Plan/ActionAid/SCF Suède (2010) *Too often in silence: a report on school-based violence in West and Central Africa*  
[www.unicef.org/wcaro/VAC\\_Report\\_english.pdf](http://www.unicef.org/wcaro/VAC_Report_english.pdf);  
Plan (2013) *A girl's right to learn without fear: Working to end gender-based violence at school*  
[bit.ly/Plan-LearnWithoutFear-2013](http://bit.ly/Plan-LearnWithoutFear-2013)

4. UNICEF U-Report Liberia (2015) « Success Story: U-Report Liberia exposes Sex 4 Grades in school »  
<https://ureport.in/story/194/>

5. Université de Maastricht (2017) *The Child's Right to Education in the Central African Republic*  
[bit.ly/MaastrichtUniv-EducationCAR-2017](http://bit.ly/MaastrichtUniv-EducationCAR-2017)

6. La Déclaration sur la sécurité dans les écoles, élaborée suite à une série de consultations sous l'égide de la Norvège et de l'Argentine en 2015, donne aux États la possibilité d'exprimer leur soutien politique général en faveur de la protection et de la poursuite de l'éducation durant un conflit armé.  
[www.protectingeducation.org/guidelines/support](http://www.protectingeducation.org/guidelines/support)

7. [www.campaignforeducation.org](http://www.campaignforeducation.org)

8. [www.educationcannotwait.org](http://www.educationcannotwait.org)

